effet n'a nullement aboli le concordat napoléonien, elle en a modifié uniquement l'article relatif à la nomination des évêques. Stiffert pense que la non-exécution de la convention de 1827 entraînerait deux inconvénients : d'une part les intérêts du Saint-Siège se trouveraient lésés du fait que la convention lui est plus favorable que le concordat, de l'autre une équivoque pouvant être créée quant au maintien de la législation de 1801 le roi risquerait d'être privé de tous ses droits de contrôle. Stiffert propose donc de faire répondre à Capaccini que le roi est prêt à mettre en vigueur la dite convention dans son Grand-Duché en spécifiant toutefois que ce pays ne sera réuni à aucun évêché étranger.¹⁾

Cette prise de position fait éclater une opposition des points de vue que Capaccini, trop confiant, avait minimisée. Ce qui est plus vexant encore pour ce diplomate c'est que Stiffert a pris conseil de notables catholiques luxembourgeois qui tous ont abondé dans le même sens : mettre en vigueur la convention de 1827 et demander au pape l'érection d'un évêché à Luxembourg.

Capaccini a donc de sérieuses raisons de solliciter une nouvelle audience. Elle a lieu le 25 octobre. Capaccini a la satisfaction de constater que le roi ne partage pas intégralement les vues de Stiffert. S'il se fait de façon très pressante l'avocat du projet d'évêché, il n'entend nullement maintenir le régime concordataire. C'en est assez pour que l'habile diplomate essaie de circonvenir le roi. Lui rappelant la déclaration faite dans la première audience et dont le Saint-Siège a déjà été informé il lui fait comprendre l'embarras où il se trouverait si cette déclaration n'était pas confirmée dans la réponse définitive à élaborer par le directeur de la Chancellerie. Le roi en tombe d'accord et Capaccini a le sentiment d'avoir obtenu l'essentiel (*ottenuto il punto sostanziale*), le maintien du vicariat apostolique avec un prélat investi de la dignité épiscopale.

Faisant un pas de plus Capaccini aborde directement le projet d'évêché et prie le souverain de n'en faire aucune mention dans la réponse définitive. Mais la volonté royale est formelle, et Capaccini sentant qu'il ne viendra pas à bout de cette résistance change de tactique et propose de faire dire plutôt que le roi « se réserve de faire soumettre à Sa Sainteté par son Ministre à Rome d'autres propositions. » Formule vague toujours destinée dans l'esprit du diplomate à empêcher le roi de pousser son projet favori. Il n'ignore pas que l'obstination du roi à réclamer un évêché s'inspire de deux considérations : le Luxembourg forme un Etat entièrement séparé du royaume des Pays-Bas et tout catholique. Capaccini n'a que du dédain pour ce Grand-Duché dont il raille l'exiguïté (*la piccolezza microscopica di quello stato*), mais pour ménager l'amour propre de son inter-

¹⁾ Rapport de Stiffert au roi, A. G. L. Rég. 1842—1856. N° 112.